

SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DU TERRORISME

MAIS NON À LA GUERRE, AU RACISME ET À L'ÉTAT D'URGENCE PERMANENT !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

26 NOVEMBRE 2015

Les attentats du 13 novembre, qui ont fait 130 morts et plus de 350 blessés, constituent des actes effroyables. Revendiqués par Daesh, ils rappellent que ces obscurantistes sont les ennemis des jeunes, des travailleurs et de toute la population. Et pas seulement en France. Leur objectif est clair: fracturer la société par la terreur pour recruter.

Face à cette barbarie, notre solidarité est internationale. Elle se tourne aussi vers celles et ceux qui, dans d'autres pays, la combattent au péril de leurs vies : en Syrie et en Irak, au Liban et à Bamako, au Pakistan et en Turquie...

Nous sommes sincèrement aux côtés des victimes, de leurs proches. A l'opposé, le gouvernement et l'écrasante majorité des grands partis politiques instrumentalisent l'émotion et la peur pour mettre en œuvre un plan d'action sécuritaire liberticide et guerrier sans précédent.

MAIS LA POLITIQUE GUERRIÈRE DE HOLLANDE NE FERA QUE RENFORCER DAESH

Pour Hollande et son gouvernement, la solution, c'est l'accentuation de la guerre en Syrie, les contrôles renforcés aux frontières et l'état d'urgence permanent.

C'est oublier que le chaos sur lequel prospère Daesh n'est pas tombé du ciel. Si de telles organisations peuvent se développer, c'est bien parce que les grandes puissances, dont la France, aux côtés des USA, ont largement contribué à ce chaos par leurs guerres en Afghanistan, en Irak, en Lybie, en Syrie ou en Afrique. Mais le résultat, c'est que ces groupes ont progressé partout !

L'écho, l'attraction, que Daesh rencontre dans la société française sont aussi le résultat de plusieurs décennies de crise économique engendrant chômage, précarité de masse, accompagnés de politiques d'injustice sociale, d'exclusion, de racisme, de discriminations et d'islamophobie. Une désespérance aggravée par l'alignement de la politique de la « gauche » sur celle de la droite.

L'ÉTAT D'URGENCE N'ETOUFFERA PAS LA COLÈRE SOCIALE

À l'exception de 6 députés, tous ont voté la prolongation de l'état d'urgence pour 3 mois, y compris ceux du Front de Gauche. Les mesures annoncées

par Hollande sont puisées dans le programme de Sarkozy et de Marine Le Pen : déchéance de la nationalité, fermeture des frontières, perquisitions en dehors de tout cadre judiciaire, permissions de garder leur arme pour les policiers qui ne sont pas en service, instauration de couvre-feux... Toutes ces mesures, dont la plupart pointent du doigt les étrangers, les immigrés, ne peuvent qu'encourager la méfiance, le repli sur soi, l'intolérance. Exactement ce que souhaite Daesh pour accroître son influence.

Des mesures inefficaces contre le terrorisme, mais qui pourront servir contre toutes celles et ceux qui contesteront la politique du gouvernement. Ainsi, alors que spectacles et rencontres sportives reprennent, des manifestations sociales et politiques sont déjà interdites. Comme celle en solidarité avec les migrants, dimanche dernier ou celles à venir autour de la COP 21.

REFUSONS L'UNION NATIONALE ET L'ESCALADE GUERRIÈRE

Si Hollande prône la trêve, ni lui, ni les patrons n'ont renoncé à leurs sales coups. L'unité nationale vise à désarmer le monde du travail, pas le MEDEF.

À Air France, sanctions et licenciements ne sont pas annulés. Patronat et gouvernement ne suspendent ni les licenciements, ni leur projet de destruction du Code du travail. Et les mesures d'austérité vont redoubler pour financer leur guerre dont le seul

résultat sera de multiplier les groupes comme Daesh ou Al Qaïda.

Alors, ne suspendons pas nos mobilisations. Faisons du 2 décembre, jour du procès des 5 salariés d'Air France poursuivis après l'explosion de colère où 2 cadres ont perdu leur chemise, une grande journée de mobilisation contre les politiques sociale et répressive du gouvernement. Imposons la tenue des manifestations autour de la COP 21, le 29 novembre dans les villes et à Paris et le 12 décembre, à Paris.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



UN ÉTAT SECURITAIRE POUR NOUS PROTEGER ?

L'état d'urgence sur tout le territoire est une mesure inédite depuis la guerre d'Algérie. Concrètement, cela signifie que les préfets peuvent interdire les manifestations et les réunions publiques... Ou encore que les policiers peuvent perquisitionner des domiciles et enquêter sans autorisation d'un juge. Prolongé de trois mois, l'urgence risque de devenir permanente. C'est un pas de plus franchi dans la politique répressive et liberticide, qui est dénoncé par la Ligue des Droits de l'Homme. On sait pourtant que ces mesures sont impuissantes à prévenir les attentats. La loi sur le renseignement votée suite aux attentats de Charlie a-t-elle permis d'éviter les attentats de vendredi dernier ?

LES GRANDS PRINCIPES NE RESISTENT PAS AUX GROS CHEQUES

Le gouvernement est muet au sujet de ses relations avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, alliés bien peu recommandables. Deux monarchies féodales où l'islam le plus rigoriste est utilisé pour opprimer toute la population, notamment les femmes. Les grandes fortunes de ces pays, liées aux dynasties royales, sont les plus gros financeurs de Daesh et d'Al Qaida. C'est que ces deux pays savent où dépenser leur manne pétrolière. Plus de 11 milliards de contrats (hélicoptères, centrales nucléaires...) sont en négociation avec l'Arabie Saoudite. En mai 2015, pour 6,3 milliards d'€, le Qatar a acheté 24 Rafale et des missiles : « *une fierté pour la France* » avait déclaré Hollande. La « lutte contre le terrorisme et l'islam radical », c'est pour la propagande...

SALARIES LICENCIÉS A AIR FRANCE : SOLIDARITE TOTALE

La direction a mis les bouchées doubles pour licencier en urgence « pour faute lourde » quatre agents du Fret Cargo d'Air France. Le Premier Ministre avait insisté à plusieurs reprises pour que la Direction se fasse très vite justice elle-même. Alors que les vidéos prouvent à l'évidence que le 5 octobre à aucun moment ils n'ont été frappés par des salariés, il fallait venger l'affront subi par la direction. Alors que 5 salariés sont toujours sous le coup de poursuites judiciaires, il fallait se précipiter pour que la justice patronale frappe avant qu'apparaisse l'absence du moindre élément prouvant des violences de la part des 4 salariés licenciés aujourd'hui.

Le dialogue social apparaît dans toute sa réalité, celui d'une politique de classe où il faut supprimer des milliers d'emplois pour augmenter la marge financière et celui d'une justice de classe. Il est vraiment temps d'en finir avec les attaques de ces dirigeants et avec ce gouvernement qui les soutient. Solidarité totale.

STRESS AU BOULOT : CA NOUS BOUFFE LA SANTE, C'EST PROUVE !

Des chercheurs des universités américaines de Stanford et Harvard viennent de publier une étude selon laquelle le stress professionnel peut faire perdre jusqu'à...33 ans d'espérance de vie. Dans nos ateliers, et services, on n'a pas eu besoin d'études scientifiques très poussées pour remarquer que l'autoritarisme, les tracasseries, l'incertitude sur notre sort demain sont néfastes à notre humeur, à notre sommeil, à nos nerfs et à ceux de nos proches. Mais si des autorités le confirment, c'est tant mieux. Il faut que ça soit pris en compte dans la pénibilité de nos boulots, pour la retraite en particulier. Mais ça, comme le reste, on ne l'aura que quand on l'arrachera !

LE BAL DES HYPOCRITES

En dépit des annonces de Hollande sur l'accueil des réfugiés, le gouvernement poursuit sa politique xénophobe : des centaines d'exilés de Calais ont été envoyés ces jours-ci dans des centres de rétention un peu partout en France, alors même qu'ils sont inexpulsables en raison de leurs pays d'origine (Irak, Syrie, Erythrée, Afghanistan...) et vont revenir à Calais pour tenter de passer en Angleterre.

Au-delà de l'absurdité de ces persécutions, le message est clair : s'adresser à l'électorat d'extrême-droite en se plaçant sur son terrain. Un calcul bien cynique, tout comme l'est cette décision de diminuer de moitié la plupart des allocations versées aux demandeurs d'asile, qui n'ont rien d'autre pour vivre, n'ayant pas le droit de travailler. Encourager le racisme et économiser sur la détresse humaine : deux préoccupations d'un gouvernement... qui ne se dit même plus « socialiste ».

DES TRAVAILLEURS DE NISSAN A PARIS

Des salariés de l'usine Nissan de Canton au Mississippi (USA) ont traversé l'Atlantique pour populariser leur combat et tenter de rencontrer Carlos Ghosn. Cela fait 12 ans que Nissan s'oppose à la création d'un syndicat, à coup d'intimidations ou de chantage à la fermeture. Ils dénoncent aussi l'emploi sur le site de 2500 intérimaires sur 6000 salariés, payés 9 à 12 € de l'heure (contre le double pour les autres). De quoi rappeler ce qu'il se passe dans certaines usines Renault : 1756 intérimaires à Flins, 1361 à Sandouville, 1032 à Cléon, absence de liberté syndicale à Bursa... La convergence vers le moins-disant social est en route. Vite une alliance des salariés de Renault et de Nissan contre leurs patrons communs !

AU PS, MAIS AUSSI AU PCF, LES SALES HABITUDES ONT LA VIE DURE

Les députés du PCF ont voté pour l'état d'urgence. Comme en 1956, quand ses députés ont voté les pleins pouvoirs au va-t-en-guerre d'Algérie le « socialiste » Guy Mollet (il venait de faire campagne sur le thème "la guerre d'Algérie est imbécile et sans issue"...). Un million de jeunes ont été envoyés défendre les grands propriétaires et les marchands d'armes, au risque de se faire trouer la peau par des gens qui ne faisaient que s'opposer à l'occupant, comme les résistants en France entre 40 et 44. Et le PCF a alors laissé la révolte de la jeunesse et des familles, qui ont saccagé casernes et gares et bloqué les voies, s'éteindre sans perspectives, puis se faire diviser et mater dans les bataillons disciplinaires, et se tourner en haine de celui d'en face.

AUX RÉGIONALES, VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE

Le premier tour des élections régionales aura lieu dimanche 6 décembre. Elles seront une occasion pour sanctionner la politique de ce gouvernement, 100% au service des capitalistes. Une politique qui est le principal carburant de la progression électorale du FN, ce pire ennemi des travailleurs et des classes populaires. N'étant pas en mesure de présenter nos propres listes, nous appelons à voter pour les listes de Lutte Ouvrière.

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**